



**PRÉFET  
DE LA VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bidépartementale de la Charente et de la Vienne  
20, rue de la Providence  
86000 Poitiers  
ud-16-86.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Poitiers, le 24 mars 2026

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 12/03/2026**

#### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Soc Condit Matériaux Carrières**

Rue Pierre Pagenaud  
ZI Sud  
86500 Montmorillon

Code AIOT : 0100044861

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 mars 2026 dans l'établissement Soc Condit Matériaux Carrières implanté Rue Pierre Pagenaud ZI Sud 86500 Montmorillon. L'inspection a été annoncée le 3 mars 2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Soc Condit Matériaux Carrières
- Rue Pierre Pagenaud ZI Sud 86500 Montmorillon
- Code AIOT : 0100044861
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est spécialisé dans la vente de sable en vrac ou conditionné en sacs ou en big-bags.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR – 3, REACH

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L171-7 et L171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                     | Référence réglementaire   | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---------------------------------------|---|--|-----------------------|
| 1  | Fiche de données de sécurité (FDS)    | Règlement européen du 18/12/2006 <sup>1</sup> , articles 31 et 35 | Demande d'action corrective  | 15 jours              |
| 2  | Mesures de maîtrise des Risques       | Règlement européen du 18/12/2006, article 37-5                    | Demande de justificatif à l'exploitant   | 15 jours              |
| 5  | État des stocks de produits chimiques | Arrêté Ministériel du 30/06/1997, annexe I, point 3.5             | Demande d'action corrective  | 15 jours              |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                                |
|----|--|--|
| 3  | Capacités de rétention des produits chimiques                  | Arrêté Ministériel du 30/06/1997, annexe I, point 2.10 |
| 4  | Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions | Arrêté Ministériel du 30/06/1997, annexe I, point 2.10 |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit tenir les documents relatifs aux produits dangereux stockés sur le site disponibles à tout moment. Notamment, les fiches de données de sécurité doivent être facilement accessibles aux travailleurs.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, articles 31 et 35   |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><u>Article 31 :</u><br><i>« Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité [...] »</i><br><br><u>Article 35 :</u><br><i>« Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. »</i> |
| <b>Constats :</b><br>Le jour de l'inspection, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter les fiches de données de sécurité (FDS) des produits dangereux présents sur le site.<br><br>L'exploitant a toutefois transmis ces FDS par courriel dès le lendemain de l'inspection.   |

1 <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32006R1907>

|   |
|---|
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  |
| L'exploitant devra veiller à ce que les FDS soient accessibles, notamment pour les salariés, en toute circonstance. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 15 jours   |

## N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37-5   |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><i>« Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés :</i><br>a) <i> dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; [...] »</i>  |
| <b>Constats :</b><br>Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence de réservoirs d'huile et de gasoil non-routiers stockés dans un bâtiment aéré, recommandation figurant notamment dans les FDS de ces produits.  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>Les FDS n'ayant pas été présentées lors de l'inspection, l'exploitant devra s'assurer que l'ensemble des mesures ayant trait à la protection de l'environnement figurant dans les FDS, et notamment celles figurant dans les rubriques suivantes, sont bien respectées : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Rubrique 5 : Mesures de lutte contre l'incendie</li> <li>• Rubrique 6 : Mesures à prendre en cas de déversement</li> <li>• Rubrique 7 : Manipulation et stockage</li> <li>• Rubrique 13 : Considérations sur l'élimination</li> </ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant   |
| <b>Proposition de délais :</b> 15 jours   |

## N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/1997, annexe I, point 2.10   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><i>« Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li> <li>• 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li> </ul> <i>Les niveaux des réservoirs fixes doivent pouvoir être visualisés par des jauges de niveau ou dispositifs équivalents et pour les stockages enterrés par des limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.</i><br><i>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale</i> |

|   |
|---|
| des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.<br>La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. [...] » |
| <b>Constats :</b><br>Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence de réservoirs d'huile et de gasoil non-routiers stockés dans des cuves double peau.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/1997, annexe I, point 2.10  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>« [...] Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention. [...] » |
| <b>Constats :</b><br>Le jour de l'inspection, aucun stockage de produits incompatibles sur une même rétention n'a été constaté.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 5 : État des stocks de produits chimiques**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/1997, annexe I, point 3.5  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des stocks  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>« L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux stockés, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.<br>La présence de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. » |
| <b>Constats :</b><br>Le jour de l'inspection, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter un état des stocks.<br>Par courriel du 13 mars 2026, l'exploitant a transmis la liste des produits stockés ainsi que les quantités maximales susceptibles d'être présentes dans les installations.  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>L'exploitant devra tenir à disposition un état des stocks des produits stockés sur le site associé à un plan permettant de situer ces stockages au sein de l'installation.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 15 jours   |